



Investir dans le GFF pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, l'égalité de genre et les priorités des pays:

Un appel à l'action de la société civile pour les donateurs et les gouvernements des pays du GFF

En tant que leaders de la société civile mondiale (SC) et de la jeunesse, **nous appelons les donateurs et les gouvernements des pays du GFF à donner la priorité à l'égalité des sexes et à renforcer l'accès aux soins de santé pour les femmes et les filles en investissant dans le Mécanisme de financement mondial pour les femmes, les enfants et les adolescents (GFF) afin d'atteindre son objectif de mobilisation de ressources de 1,2 milliard de dollars américains en 2021** et de garantir la totalité des ressources nécessaires, soit 2,5 milliards de dollars, d'ici la fin 2025.

Une étape clé pour faire progresser l'égalité de genre et soutenir la campagne de mobilisation des ressources du GFF est le [Forum Génération Égalité](#), au cours duquel les partenaires se rallieront à un plan d'accélération de la SDSR du GFF qui sera annoncé à Paris à la fin du mois de juin. Ce plan permettra d'accroître l'accès au planning familial pour 25 millions de femmes et d'adolescents supplémentaires, d'intégrer les services de santé et de droits sexuels et reproductifs et de catalyser un financement plus important et de meilleure qualité dans au moins 20 pays, de faire progresser les réformes juridiques et politiques dans 10 pays et d'augmenter le soutien financier aux réseaux de plaidoyer dirigés par des femmes et des jeunes.

Le GFF s'est révélé être un leader dans la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des enfants et des adolescents. Grâce à son engagement profond à soutenir et à habiliter les pays, y compris la société civile et les jeunes, à renforcer leurs systèmes de soins de santé primaires, l'accent a été mis sur des efforts essentiels pour promouvoir l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (SDSR), lutter contre les inégalités et modifier les systèmes qui ont le pouvoir d'améliorer le choix, l'autonomie corporelle et la place des femmes.

Pourtant, la pandémie de COVID-19 menace ces progrès et les moyens de subsistance futurs des personnes les plus marginalisées, notamment les femmes et les filles. Elle a déclenché une crise secondaire pour les femmes, les enfants et les adolescents – *dont nous avons été les témoins directs dans nos pays* – pour lesquels les services de santé essentiels, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs, ont été perturbés en raison des confinements, de la peur de l'infection, des obstacles à la chaîne d'approvisionnement des produits et des ressources détournées ailleurs. En tant que leaders communautaires, nous avons été témoins de la façon dont la COVID-19 a exacerbé les inégalités liées au

Le pouvoir du GFF et l'engagement de la société civile et des jeunes : Travailler ensemble pour la SDSR, l'égalité de genre et les priorités du pays

- En **Côte d'Ivoire**, l'engagement efficace de la société civile dans la plateforme nationale à multiples parties prenantes et dans le processus du GFF a contribué à une augmentation du budget du gouvernement pour la santé, ce qui permet à davantage de femmes et de filles d'avoir accès à des soins de santé de qualité.
- Au **Kenya**, le plaidoyer et le partenariat de la SC avec le gouvernement et les dirigeants du GFF ont conduit à l'élaboration et au lancement d'une plateforme nationale à multiples parties prenantes complète et inclusive en 2021 – un ingrédient clé pour faciliter l'alignement des initiatives de santé mondiales et des partenaires de développement autour d'un programme de santé commun piloté par le pays.
- Au **Sénégal**, le suivi mené par les jeunes et l'engagement communautaire ont permis d'améliorer durablement le système de santé en mettant les femmes, les filles et les communautés aux commandes.
- En **Zambie**, lorsque la COVID-19 a frappé, les organisations de la société civile se sont rapidement mobilisées pour maintenir les services de santé essentiels, en particulier pour les jeunes, en recensant les endroits où les services de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes étaient encore disponibles et en partageant ces informations avec les jeunes par le biais des médias sociaux et traditionnels.

genre et réduit l'accès aux services essentiels, soulignant encore plus la nécessité de donner la priorité aux ressources qui garantissent l'accès à la santé pour les femmes et les filles dès maintenant.

Aujourd'hui plus que jamais, nous devons faire face à la crise COVID-19 à travers une approche sensible au genre. Nous savons que le GFF, en partenariat avec la société civile et les jeunes, a le potentiel de garantir que les progrès sanitaires durement acquis ne soient pas effacés par la pandémie, tout en soutenant et en renforçant les systèmes de santé durables dirigés par les pays pour l'avenir. En finançant pleinement le GFF, nous pouvons:

- soutenir les pays et leur donner les moyens de renforcer leurs systèmes de santé en canalisant les ressources vers des investissements dirigés par les pays et fondés sur des données probantes, notamment en matière de planification familiale, de santé reproductive et d'autres services essentiels, tels que les soins maternels, les vaccinations et la nutrition ;
- donner la priorité à l'égalité de genre en s'attaquant aux obstacles structurels sous-jacents qui limitent l'accès à la santé, catalysant ainsi l'amélioration des résultats sanitaires ; et
- veiller à ce que les femmes et les filles soient habilitées à jouer un rôle de premier plan dans les processus du GFF aux niveaux mondial et national, en garantissant que leurs voix et leurs points de vue soient entendus et exploités pour favoriser le changement.

Nous saluons le leadership et le soutien des donateurs et des gouvernements des pays qui se sont déjà engagés dans l'effort de mobilisation des ressources du GFF 2021 lors de l'événement de lancement en mai, notamment : Le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, le Sénégal, et une fondation internationale anonyme. Nous vous demandons instamment de préserver l'héritage des progrès durement acquis en matière d'égalité de genre et d'investir dans le GFF afin de garantir un avenir où les soins et les droits en matière de santé seront accessibles à tous.

Bien à vous,

Représentants de la société civile et des jeunes du Groupe des investisseurs du GFF

- Pauline Irungu, responsable du plaidoyer et des politiques, PATH Kenya
- Amos Mwale, Directeur exécutif, Centre for Reproductive Health and Education, Zambie
- Suzanna Dennis, conseillère principale, financement de la santé, PAI, États-Unis
- Maty Dia, responsable du partenariat, GFF CSO Hub, Sénégal
- Kosi Izundu, gestionnaire de programme, Santé reproductive et planification familiale, Pathfinder, Nigéria
- Tao Oumar, Président National de l'Association Burkinabe pour le Bien être Familial (ABBEF), Burkina Faso

... en collaboration avec et au nom des plus de 370 membres du groupe de coordination de la SC et des jeunes du GFF.